

# Liste des pays à décoloniser: B. Kautai pas opposé à la réinscription de la Polynésie

*Publié le 21 mars 2011 à 13:05 (Tahitipresse)*

Le représentant à l'Assemblée de Polynésie française, Benoit Kautai, président du parti marquisien Te Henua Enata a Tu, a fait savoir, lundi, dans un communiqué, qu'il n'était pas opposé "à la réinscription de la Polynésie française sur la liste des pays à décoloniser".

Dans ce long communiqué, le représentant Benoit Kautai, qui siège aujourd'hui à l'Assemblée dans le groupe des îliens, justifie ce positionnement, en expliquant notamment que la réinscription sur la liste de l'ONU des pays à décoloniser ne signifie, pas pour autant, l'indépendance pour la Polynésie française.

Pour autant, si jamais la Polynésie française faisait finalement ce choix, cela ne voudrait pas dire que les Marquises, elles, choisiraient cette voie également.

"Cette question qui fait actuellement débat à Tahiti présente-t-elle un intérêt pour le peuple marquisien? Assurément non si cette réinscription doit conduire la Polynésie à être indépendante. En effet, dans une telle hypothèse, les Marquises ne suivront pas cette voie et poursuivront l'expérience de l'autonomie, avec la France, dans une collectivité séparée qui regroupera notre archipel", explique ainsi Benoit Kautai.

Rester "pragmatique"

"Par les territoires figurant sur cette liste (ndlr, celle, établie par l'ONU, des pays à décoloniser), certains ont exprimé leur refus d'accéder à l'indépendance, d'autres ont demandé à être rattachés à un nouvel Etat, d'autres à accéder au statut d'Etat librement associé avec l'ancienne métropole", souligne également le représentant marquisien.

Et Benoit Kautai de conclure: "Nous voulons pour le peuple marquisien un véritable projet de société à long terme. Alors arrêtons de diaboliser l'inscription de la Polynésie française sur la liste des pays à décoloniser et restons pragmatique. Voilà pourquoi nous ne sommes pas opposés à la réinscription de la Polynésie française (...) et, en tout état de cause, nous le rappelons solennellement, seul le peuple marquisien pourra se prononcer par référendum et donc par voie démocratique sur son avenir".

Cette prise de position, quelque peu étonnante pour un élu marquisien, intervient alors que le président de l'Assemblée de Polynésie, Oscar Temaru, à la tête de l'UPLD (Union pour la démocratie) a fait de cette question de la réinscription de la Polynésie sur la liste de l'ONU des pays à décoloniser un préalable indispensable pour toute alliance avant le vote d'une motion de défiance contre le gouvernement Tong Sang.

Dans son communiqué, Benoit Kautai n'évoque pas directement ce point. Toutefois, fin janvier, l'élu marquisien était déjà monté au créneau en indiquant qu'il fallait absolument "réussir une coalition, quelle qu'elle soit" pour "faire avancer notre pays".